



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de
conseillers en
exercice : 33

Séance du lundi 24 juin 2019

Extrait de la délibération affiché le **02 juillet 2019**.

L'an deux mille dix-neuf, **le vingt-quatre juin à dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 14 juin, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Jean-Luc **GONFROY**, Corinne **LEVILLAIN**, Patricia **DUVAL**, Alexandre **MORA** (présent à partir de la délibération n°97), Pascal **LEFEBVRE**, Jean-Pierre **QUEMION**, Liliane **HIPPERT**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS**, Hélène **SAMPIC**, Juliette **LOZACH**, Jérôme **DUBOST**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Damien **GUILLARD** (présent à partir de la délibération n°105), Gilles **BELLIERE**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Marie-Paule **DESHAYES** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**
Emmanuel **DELINEAU** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**
Dominique **THINNES** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**
Gérard **DELAHAYS** donne pouvoir à Pascal **LEFEBVRE**
Franck **DORAY** donne pouvoir à Alexandre **MORA**
Karine **LOUISET** donne pouvoir à Laurent **GILLE**
Sophie **CAPELLE** donne pouvoir à Jean-Pierre **QUEMION**
Stéphanie **ONFROY** donne pouvoir à Juliette **LOZACH**
Frédéric **LE CAM**, donne pouvoir à Daniel **FIDELIN**
Fabienne **MALANDAIN** donne pouvoir à Gilles **BELLIERE**

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 24 juin 2019

2019.06/105

RESSOURCES HUMAINES – RECRUTEMENT D'UN AGENT CONTRACTUEL EN L'ABSENCE DE FONCTIONNAIRES SUSCEPTIBLES D'EXERCER LES FONCTIONS CORRESPONDANTES (POSTE DE CHARGÉ DE MISSION DE PREVENTION, LIEN SOCIAL ET CITOYENNETÉ) – ADOPTION - AUTORISATION

Mme DUVAL, Adjoint au Maire - Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Afin d'assurer l'animation, la coordination et l'évaluation de la veille éducative à l'échelle du territoire, il convient de créer un poste de chargé de mission de prévention, lien social et citoyenneté pour une durée d'un an, lequel sera amené à assurer la mise en place, l'animation, la coordination et l'évaluation de la veille éducative et d'un programme opérationnel territorialisé couvrant les champs de la prévention, du lien social et de la citoyenneté. Ainsi, il est nécessaire de procéder au recrutement d'un agent contractuel afin d'occuper cet emploi permanent vacant dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

Placé sous l'autorité directe du Responsable du service Environnement, Prévention et Cadre de Vie, les missions du Chargé de mission de Prévention, Lien social et Citoyenneté relevant du cadre d'emplois des animateurs territoriaux seront les suivantes :

▪ Veille éducative :

- Réaliser un projet de territoire et gérer sa mise en œuvre, son suivi et son évaluation,
- Effectuer une analyse du contexte et alimenter le projet de territoire,
- Organiser et animer les réseaux locaux d'acteurs de la prévention,
- Elaborer des dossiers techniques (Appels à projets CAF, GIP, FIPD...),
- Accompagner des acteurs dans leurs initiatives en matière de prévention,
- Développer des actions existantes et mettre en place des pistes d'amélioration,
- Mettre en place et animer des groupes de travail,
- Organiser et animer des événements et des journées de sensibilisation pour des publics cibles,
- Travailler sur des actions transversales avec d'autres services (Police municipale, CCAS, service Education Jeunesse, Centres sociaux...) ou institutions (Département, Education Nationale, Police Nationale...)
- Expérimenter de dispositifs innovants de prévention.

▪ Activités liées au CLSPD :

- Assurer le relationnel usager/partenaires/équipe/coordonnateur CLSPD
- Participer aux instances de prévention ; CLSPD et cellule de veille
- Participer aux réunions de suivi du CLSPD (échanges avec LH...)

Au regard de ces missions, le profil recherché devra détenir un DUT Carrières Sociales ou D.E.F.A. ou diplôme de Niveau III avec expérience professionnelle de plus de 3 ans dans le domaine l'animation sociale

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

VU la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

VU le budget de l'exercice 2019,

CONSIDERANT

- Que pour permettre le bon fonctionnement du service, il est nécessaire de recruter sur le poste d'animateur suite à sa création.
- Que la communication de la création de cet emploi a été effectuée auprès du centre de gestion compétent,
- Qu'il est possible de recruter, en cas de recherche infructueuse de candidats titulaires de la fonction publique territoriale, sous la forme contractuelle en application de l'article 3-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée relative à la fonction publique territoriale.

VU le rapport de Madame l'Adjointe au Maire, chargée des ressources humaines, de la santé et de la sécurité au travail ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- **D'autoriser Monsieur le Maire à recruter un animateur contractuel à temps complet à compter du 01/07/2019 pour occuper le poste de chargé de mission de prévention, lien social et citoyenneté :**

♦ **qui sera établi, en application de l'article 3-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, pour une durée d'un an, pour faire face temporairement à la vacance de cet emploi qui ne peut être immédiatement pourvu dans les conditions statutaires.**

♦ **et dont la rémunération sera fixée, par référence à l'indice brut 415 indice majoré 369 (5^{ème} échelon du grade d'animateur).**

Imputation budgétaire

Exercice 2019

Budget Principal

Sous-fonctions et rubriques : 6322

Nature 64131

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.